

Payer le chocolat plus cher pour mieux rémunérer les producteurs : des gouvernements africains veulent agir - reste à savoir si importateurs de cacao et consommateurs suisses suivront

Autor(en): **Robert, Charlotte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2019)**

Heft 2264

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020101>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Payer le chocolat plus cher pour mieux rémunérer les producteurs

Des gouvernements africains veulent agir - reste à savoir si importateurs de cacao et consommateurs suisses suivront

Charlotte Robert - 17 novembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35718>

La première fois que je suis allée au Ghana c'était en 1985, peu de temps après le coup d'Etat du lieutenant Rawlings, les déboires économiques et le passage du Fonds monétaire et de la Banque mondiale. La Suisse était le premier pays occidental prêt à aider le Ghana à se remettre sur pieds. On nous a déroulé le tapis rouge et nous avons dû rendre visite au vice-président Obeng, un militaire lui aussi. La première chose qu'il nous a dite: «*Les Suisses, vous êtes les premiers qui nous ont colonisés.*» Surprise! Et le vice-président de nous rappeler les activités de la [Mission de Bâle](#), qui a planté du cacao au Ghana dès le début du 19e siècle.

Voilà qui explique pourquoi la Suisse est le premier producteur de chocolat. Quant au Ghana, il est le deuxième producteur de cacao derrière la Côte d'Ivoire; à eux deux, ces pays d'Afrique de l'Ouest fournissent 65% de la production mondiale.

Ces dernières années, ces deux pays voisins ont été montrés du doigt parce que des enfants y travaillaient – et le font sans doute encore – dans les plantations. De nombreux défenseurs des droits humains ont alerté l'opinion publique à ce sujet. Mais travailler dans

les champs n'est pas bien grave en soi, sauf si cette activité empêche d'aller à l'école, ce qui la rend contraire aux droits de l'enfant.

Malheureusement, quand un paysan gagne autour d'un dollar par jour, il ne peut pas payer des ouvriers agricoles pour faire le travail. Comment remédier à cette situation? La question n'est pas simple parce qu'elle relève de réalités économiques, commerciales et financières, intérieures et internationales, dont la politique n'a évidemment pas l'entière maîtrise. A cet égard, le discours de [Richard Scobey](#), président de la World Cocoa Foundation, prononcé récemment à Berlin, était particulièrement éclairant.

Le cacao et ses cultivateurs, pour les Ghanéens, c'est comme les vaches, le lait et les paysans chez nous. La grosse différence tient aux effectifs: la culture du cacao fournit un revenu à 800'000 familles, qui représentent plus de 13% de la population du pays (30 millions d'habitants). Le gouvernement se sent la responsabilité de faire tout ce qu'il peut pour améliorer leur situation, mais ses moyens demeurent évidemment limités.

Solutions durables et prix de vente équitables

Dans mes récentes discussions dans les pays producteurs, j'ai évoqué le commerce équitable, les chocolatiers qui achètent directement aux producteurs ou, comme [ChobaChoba](#) dont nous avons déjà parlé ([DP 2174](#)), les cultivateurs qui créent leur propre société de production de chocolat. Le système ghanéen permet cette approche, mais la grève de lourdes charges administratives. Et cela reste une goutte d'eau dans la mer. La transformation a aussi lieu sur place et [Cargill](#), la multinationale américaine très présente à [Genève](#), a ouvert sur place une usine de transformation qui permet de réaliser une plus-value dans le pays.

En 2017, les responsables politiques de l'économie du cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire – respectivement le [Cocobod](#) et le [Conseil du café et du cacao](#) – ont décidé de s'unir pour mettre en œuvre des solutions durables, en commençant par une augmentation du prix de vente. Dans ces deux pays voisins, la culture du cacao reste l'apanage du même groupe ethnique, les Akans. Quand le

taux de change du dollar est plus favorable en Côte d'Ivoire, tout le cacao sort par les ports d'Abidjan et de San Pedro. Et quand ce même taux est plus favorable au Ghana, le cacao s'en va par Tema, avec les fluctuations de la balance des paiements que cela entraîne.

Pour qu'une augmentation des prix améliore réellement le niveau de vie des paysans, les deux pays doivent harmoniser leurs politiques monétaires. Actuellement, un franc CFA vaut presque un nouveau cedi ghanéen, approchant 0,18 euro. Actuellement, le coût de la vie est beaucoup moins élevé au Ghana, mais il faudrait prendre en compte aussi les taux d'inflation pour apprécier la situation.

Le 1er octobre dernier, jour du lancement de la récolte, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont décidé d'augmenter le prix du cacao de 8,42% et en plus d'introduire un *living income differential* (LID), un «différentiel de revenu décent» de 400 dollars la tonne. D'environ 2'025 dollars la tonne, le prix passera à 2'600 dollars. Le différentiel sera entièrement versé aux paysans jusqu'à ce que le prix du marché passe la barre des 2'600 dollars la tonne. A partir de ce montant, les deux gouvernements retiendront le supplément qui alimentera un fonds de stabilisation des prix.

Précision: au Ghana, le gouvernement achète la totalité du cacao et le revend ensuite sur les marchés. Il retient 30% du prix de vente pour financer

les activités d'appui technique aux paysans, de recherche, de formation, etc. En Côte d'Ivoire, où le cacao est commercialisé par l'intermédiaire d'acheteurs agréés, le gouvernement s'engage à verser au moins 60% du prix aux paysans.

Les marchés

Que va-t-il donc se passer sur le marché du cacao et du chocolat? Nous avons posé la question aux principaux négociants. La société suisse du groupe Cargill adapte sa politique: «*Cargill a acheté et continue d'acheter la récolte 2019/2020 et paie le différentiel de revenu décent de 400 dollars.*» Réponse analogue de la part de [Barry-Callebaut](#), la multinationale suisse dont le siège se trouve dans la région de Zurich et qui achète le cacao ghanéen et ivoirien: «*Barry-Callebaut a déjà fait des achats cette année et les poursuivra en payant le LID.*»

Pour savoir comment vont réagir les chocolatiers, je me suis adressée à la [Plate-forme suisse du cacao durable](#), installée à Berne. Son président se montre catégorique: «*Non, nous n'allons pas payer ce différentiel parce que les deux gouvernements sont corrompus et vont garder tout cet argent dans leurs poches.*» Au total, seule la société [Halba](#), spécialisée dans la fourniture de chocolat portant marque commerciale – celle de Coop notamment – s'est déclarée clairement prête à payer. Les

autres fabricants suisses ont émis des variations sur le thème du [«oui, mais...»](#)–

Il faut le savoir: le différentiel ne résout pas tout. Nombre de spécialistes du cacao parlent de possibles augmentations de la productivité et d'améliorations techniques mises en œuvre ou appuyées directement par Nestlé et par d'autres acheteurs de cacao. Par ailleurs, des voix s'élèvent pour évoquer la disparition des forêts, même protégées par la loi. Mais ces experts devraient prendre en compte les dizaines de millions de ménages où l'on cuisine au charbon de bois encore aujourd'hui. Et cela malgré la mise au point de divers modèles de cuisinières solaires notamment.

Du côté des producteurs, le gros danger à moyen terme demeure celui de voir tout le secteur du cacao s'effondrer, les jeunes abandonner leurs terres pour s'installer dans les capitales déjà hypertrophiées. Beaucoup de jeunes Ghanéens sont attirés par le travail dans les mines d'or illégales, au mépris de leur santé. Pour ne rien dire des cultures plus profitables, telles celle des palmiers à huile par exemple.

Les gouvernements et les instances faitières s'efforcent donc d'un côté d'augmenter la productivité des exploitations en enseignant aux paysans de nouvelles techniques, à commencer par celle de la fertilisation des fleurs autrefois effectuée par les abeilles, disparues en Afrique aussi. Et les gouvernements s'efforcent

aussi d'améliorer la qualité de vie des habitants: des écoles partout, des centres de santé, des routes, tous investissements qui donnent envie aux paysans de rester là où ils sont nés et travaillent. Au Ghana, un ancien ministre des finances parle même d'une caisse de pension entièrement

financée par l'Etat.

Et chez nous, pays de gros consommateurs de chocolat, que va-t-il se passer? Quelle entreprise va vouloir vendre plus cher ses plaques de chocolat en déclarant ouvertement que ce surpris

doit permettre aux paysans africains de vivre décemment et d'envoyer leurs enfants à l'école? Y aura-t-il une grève des approvisionnements après la constitution de stocks spéculatifs? Ou bien imaginera-t-on encore d'autres moyens pour forcer à la baisse les prix aux producteurs?

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Assurance-maladie: augmenter massivement la franchise ne résout rien

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/franchise-10000-franken-solidaritaet-nur-fuer-teure-krankheiten-ld.1517458>
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=45599>
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20180036>
<https://www.swissstats.bfs.admin.ch/collection/ch.admin.bfs.swissstat.fr.issue191412911900/article/issue191412911900-12>
<https://www.laliberte.ch/news/suisse/primas-non-payees-en-hausse-377727>
<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis274t.html>
<https://www.domainepublic.ch/articles/4468>
<https://www.domainepublic.ch/articles/20488>

Pour les «lobbies», les affaires continuent dans le nouveau Parlement

<https://www.bilanz.ch/people/generationenwechsel-im-parlament-puncto-jahrgang-und-technologie>
<https://www.tagesanzeiger.ch/sonntagszeitung/standard/Weniger-Wirtschaft-im-Parlament/story/26650212>
<https://www.alphil.com/index.php/les-elites-economiques-suissees-au-xxe-siecle.html>
<https://www.sbv-usp.ch/fr/oui-au-libre-echange-avec-le-mercotur-mais-pas-a-tout-prix/>
<https://www.24heures.ch/suisse/milliards-bns-saliver-pierreyves-maillard/story/16288340>
<https://m.lematin.ch/articles/18518089>
<https://www.groupemutuel.ch/fr/groupe-mutuel/politique-de-la-sante/Groupe-de-reflexion.html>